



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot n°4

Assurance « RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS »

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Conditions Particulières

Le souscripteur
L'Assuré
Durée du contrat
Objet de l'assurance

Nature des garanties

ARTICLE 1 – RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE
ARTICLE 2 – FRAIS DE DEFENSE CIVILE – PROTECTION JURIDIQUE
ARTICLE 3 – PERTES PÉCUNIAIRES
ARTICLE 4 – MONTANT DES GARANTIES
ARTICLE 5 – LIMITE D'ENGAGEMENT DANS LE TEMPS

Clauses générales

Activités
T.V.A.
Résiliation du contrat
Fréquence de paiement

Conditions Particulières Assurance « RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS »

→ Le souscripteur

Université de Strasbourg

ADRESSE : 4 rue Blaise Pascal - 67081 - Strasbourg

REPRÉSENTÉE PAR : Madame Frédérique BERROD - Présidente

→ L'assuré

Les gestionnaires publics, soit les Comptables Publics, Régisseurs et Ordonnateurs, du souscripteur.

→ Durée du contrat

Durée de marché : 4 ans

Date d'effet : 01/01/2026

Fin de marché : 31/12/2029

Échéance annuelle du contrat : 01/01

Préavis de résiliation : 4 mois avant l'échéance annuelle

→ Objet de l'assurance

Aux conditions générales mentionnées par l'assureur dans l'acte d'engagement, et aux présentes conditions particulières, lesquelles complètent et/ou annulent et/ou remplacent toutes stipulations contraires ou moins favorables à l'Assuré, l'Assureur garantit les risques définis ci-après :

RESPONSABILITE DES GESTIONNAIRES PUBLICS

Le présent contrat a pour objet de couvrir les Comptables Publics, Régisseurs et Ordonnateurs, ci-après désignés les gestionnaires publics de certains frais liés à la mise en cause de leur responsabilité de gestionnaire public, en particulier en cas de procédure devant la Cour des comptes.

Les garanties, à l'exception de la garantie des déficits, sont acquises dès lors que les faits sont déférés au ministère public près la Cour des comptes.

Nature des garanties

ARTICLE 1 – RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

L'Assureur prendra en charge, dans la limite du montant de garantie prévu ci-après :

- les conséquences pécuniaires résultant de l'engagement de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré, en qualité de Gestionnaire Public et à raison des dommages subis par l'Administration Publique ;
- Les sommes versées par l'assuré afin de réparer le dommage causé, en vue d'obtenir une dispense de peine dans les conditions de l'article L. 131-19 du code des juridictions financières ;
- Les sommes versées par les Gestionnaires Publics afin de réparer les déficits résultant de tout fait dommageable.

ARTICLE 2 – FRAIS DE DEFENSE CIVILE – PROTECTION JURIDIQUE

La garantie porte sur l'organisation de la défense et les frais de défense mis à la charge de l'Assuré dans le cadre d'un recours gracieux et/ou devant les juridictions administrative ou financières, en cas de mise en cause de sa responsabilité civile, en qualité de gestionnaire public.

L'assureur interviendra à chaque sollicitation de l'assuré, lors de la survenance d'un litige.

Il donnera un avis et des conseils en réponse aux questions et interrogations techniques de l'assuré.

Il procédera aux recherches et études devant permettre à l'assuré d'apprécier ses droits et obligations.

L'assureur informera l'Assuré des mesures utiles et indispensables à la sauvegarde de ses intérêts.

L'Assuré se réserve le droit de faire appel à l'avocat de son choix.

L'Assureur prendra en charge, dans la limite du montant de garantie prévu ci-après, tous les frais de procédure ou de défense engagés et notamment : les frais nécessaires à la constitution du dossier, les honoraires d'avocats, d'avoués, des auxiliaires de justice, les honoraires d'experts.

Sont également couverts les dépens et frais irrépétibles mis à la charge de l'Assuré.

ARTICLE 3 – PERTES PÉCUNIAIRES

La garantie porte sur :

- Les frais de déplacement, d'hébergement, de bouche engagés par l'Assuré.
- les dépenses liées à l'assistance psychologique de l'Assuré

dès lors que ce déplacement a un lien direct avec une instance en cours devant la Juridiction Financière ou devant la Juridiction Administrative.

ARTICLE 4 – MONTANT DES GARANTIES

Garanties	Capitaux
Responsabilité civile professionnelle	1.000.000€ par sinistre
Réparation des dommages causés	100.000€ par sinistre
Sommes en réparation des déficits	20.000€ par sinistre, par assuré et par an
Frais de défense civile – Protection juridique	70.000€ par sinistre, par assuré, selon barème à proposer
Pertes pécuniaires – assistance psychologique	5.000€ par sinistre, par assuré

ARTICLE 5 – LIMITE D'ENGAGEMENT DANS LE TEMPS

Conformément aux articles L 124-1-1 et L 124-5 du Code des Assurances, les garanties s'appliquent aux sinistres garantis survenant pendant la période de validité du contrat, y compris ceux résultant de faits et événements antérieurs à la prise de garantie.

La garantie « reprise du passé » est acquise sous réserve que ces faits et événements n'étaient pas connus de l'assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun assureur ne les couvre.

Garantie subséquente : la garantie est acquise pendant une durée minimale de 5 ans.

Clauses générales

T.V.A.

Les règlements des sinistres seront effectués TVA comprise.

Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié par l'assuré ou l'assureur :

- à l'échéance annuelle avec un préavis de 4 MOIS ;
- avant sa date d'expiration normale, avec un préavis de 4 MOIS, dans les cas et conditions prévues par le code des assurances, sous réserve des dispositions ci-après :
Par dérogation à l'article R 113.10 du code des assurances, l'assureur ne pourra résilier le présent contrat après sinistre, que si le montant à charge de l'assureur des sinistres de l'année est supérieur à quatre fois la prime annuelle HT. L'assureur devra justifier le calcul des provisions.

Conformément aux dispositions du code des assurances, en cas de résiliation en cours de période d'assurance, l'assureur n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

Fréquence de paiement

Fréquence annuelle.

Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré.